

Conférence de presse annuelle

Mardi 23 mars 2010

Seul l'exposé prononcé fait foi

Ayons confiance en nous au lieu de donner dans l'autocritique !

Pascal Gentinetta, président de la direction

Mesdames, Messieurs,

Les commentaires dans les médias concernant les débats menés en Suisse sur des questions de politique économique extérieure sensibles attestent quotidiennement que nous sommes les champions de l'autocritique. Et ce, indépendamment des faits concrets. Dans ces querelles internes typiquement helvétiques, nous négligeons le fait que la Suisse fait probablement partie des pays qui ont maîtrisé la crise économique et financière de la manière la plus exemplaire. C'est ce qui ressort de plusieurs classements internationaux – également celui de BusinessEurope, l'organisation faitière de l'économie européenne. Nous pouvons d'ores et déjà oser prédire que la Suisse comptera au final parmi les gagnants de la crise économique malgré les difficultés économiques indéniables que notre pays rencontre. La clé se trouve dans la voie autonome, réfléchie et flexible sur laquelle la Suisse s'est engagée – associée à un réseau d'accords bilatéraux conclus avec nos partenaires commerciaux importants au sein de l'UE. En cette période d'agitation, il faut se garder d'occulter ces éléments. Nous pouvons y puiser pour alimenter notre confiance en nous. Parfois, une attitude plus sereine nous ferait du bien.

Voici, pour rappel, quelques faits : en 2008 et 2009, des États du monde entier ont adopté des plans financiers d'une ampleur sans précédent en vue de stabiliser la conjoncture. En Suisse aussi nous avons adopté trois programmes de stabilisation, en plus des impulsions de politique monétaire de la BNS et des impulsions fiscales, afin d'atténuer les conséquences sur l'économie d'une baisse conjoncturelle abrupte. Dans cette constellation, le frein à l'endettement a largement fait ses preuves. Contrairement à d'autres pays, nous avons créé une marge de manœuvre de politique financière quand l'économie se portait bien en prévision de crises éventuelles – de sorte que nous n'accusons aujourd'hui qu'un endettement modéré. Nous devons conserver ce cap et continuer de viser la durabilité. Dans cette optique, nous devons mettre en œuvre rigoureusement le programme de consolidation et transposer rapidement l'idée du frein à l'endettement dans les assurances sociales. Ces mesures contribueront à instaurer une politique financière équilibrée sur la durée. Tous les pays

ne peuvent pas en dire autant : les engagements pris ont alourdi l'endettement public, au point que la moyenne pour l'OCDE se situe à 100 % pour 2010. L'augmentation massive de l'endettement public prend au dépourvu de nombreux pays qui déjà avant la crise ne menaient pas une politique financière pouvant être qualifiée de durable.

Les experts sont unanimes : une fois que la crise conjoncturelle sera maîtrisée, les gouvernements devront s'attaquer à la tâche herculéenne de revenir à un politique financière durable et de définir des stratégies de sortie de crise crédibles. À défaut, les pays concernés risquent d'être entraînés dans une spirale de l'endettement sans fin dont ils auront du mal à s'extirper et qui pourrait aboutir à la faillite de l'État. Les conséquences concrètes de ces évolutions sont aussi fatales : un service de la dette en forte augmentation a pour effet d'évincer d'autres tâches de l'État dans les budgets publics, en particulier celles à caractère d'investissement. Par ailleurs, des troubles sociaux sont prévisibles car les ressources pour les questions sociales feront défaut, en raison de l'inévitable effet d'éviction de la hausse des intérêts passifs. Des corrections radicales devront être effectuées simultanément afin de présenter des stratégies crédibles pour sortir de la crise de l'endettement. La crise survenue en Grèce donne un premier aperçu des conséquences désastreuses d'un endettement excessif (ajouté à une quasi-inertie dans le traitement des questions clés de politique économique) : la différence de taux d'intérêt entre les titres des États grec et allemand s'est fortement creusée depuis que les marchés n'excluent plus une faillite du premier. Les spéculations sur la capacité de la Grèce à garantir le service de la dette ont aussi affaibli l'euro. Il est aisé d'imaginer ce qui se passerait si un autre pays de la zone euro, plus grand, connaissait des problèmes de refinancement et se retrouvait sous les feux des projecteurs.

Une spirale de l'endettement internationale serait aussi dommageable pour notre pays pourtant relativement bien préparé :

- Premièrement, elle accroîtrait le risque de turbulences monétaires et d'une appréciation momentanée excessive du franc suisse. La Banque nationale a déjà dû intervenir il y a peu pour éviter une appréciation excessive de notre monnaie. Les interventions sur le marché ne vont pas sans poser de problème par rapport aux attentes des acteurs concernés : les interventions sur le marché monétaire peuvent inciter les acteurs du marché à s'appuyer excessivement sur les taux de change nominaux actuels et à ne pas s'assurer suffisamment contre une appréciation du franc suisse.
- Deuxièmement, des impôts supplémentaires et des réductions des dépenses s'imposeront dans de nombreux pays de l'OCDE afin de maintenir un certain équilibre budgétaire. Cela limitera la croissance économique et entraînera une baisse de la demande de produits et services helvétiques à l'étranger. Cela vaut en particulier pour une nation exportatrice comme la Suisse.
- Troisièmement, le franc suisse a tendance à s'apprécier dans ce contexte, ce qui renchérit nos produits à l'étranger.
- Quatrièmement, l'offre importante de titres d'État pourrait induire un phénomène d'éviction : des emprunts d'émetteurs privés pourraient être évincés du marché ou leurs auteurs pourraient être contraints d'accepter un coût du crédit nettement plus élevé. Une spirale internationale de l'endettement serait aussi dommageable pour l'économie suisse.

Si nous ne regardons que les chiffres, force est de constater que la Suisse est en bonne posture. Il est indéniable que le monde change et que la Suisse doit être capable de s'adapter face à l'émergence de nouvelles conditions-cadre. Notamment en ce qui concerne la reprise de l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE. Il y a aussi des excès et des incitations négatives qu'il convient de supprimer de manière ciblée et sans discussion. Cependant, il n'y a aucune raison de nous remettre en question en permanence dans tous les domaines et de céder tous les avantages concurrentiels unilatéralement et de manière précipitée en présence de pressions de l'étranger. Des débats nationaux tous azimuts

sur le sort du secret bancaire, sur l'initiative Minder, sur les régimes fiscaux cantonaux ou sur la problématique des entreprises trop grandes pour faire faillite en sont les meilleurs exemples. Au contraire, nous, les Suisses, pouvons penser à nos forces de manière sereine et confiante. Sachant que d'autres pays sont aux prises avec une explosion de l'endettement et une paralysie structurelle, il pourrait être tentant de se servir dans le substrat fiscal de la Suisse avec des arguments moraux discutables. De même, il pourrait être tentant de mettre des bâtons dans les roues de la Suisse alors que la voie bilatérale est couronnée de succès. Nous ne devons pas nous faire d'illusions. La vraie pression vient de l'étranger et s'intensifiera à l'avenir. Ne pas défendre nos intérêts de politique économique stratégiques avec assurance et d'une seule voix, c'est desservir notre pays. Nous devons donc nous préparer à affronter une période difficile et donner la preuve de notre unité. Nous devons contrer la pression exercée depuis l'extérieur – avec assurance, sérénité et unité.